



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 19 – 30 novembre au 16 décembre 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- L'*Online Safety Bill* a fait son retour au Parlement, le gouvernement souhaite réorienter le texte sur la protection des mineurs tout en garantissant un meilleur respect du principe de liberté d'expression

### Economie numérique et régulation

- Le Royaume-Uni et l'Ukraine annoncent un accord de principe sur un *Digital Trade Agreement*
- Un rapport parlementaire estime que R-U doit mettre en œuvre rapidement une stratégie sur les semi-conducteurs
- Le gouvernement a publié un code de conduite volontaire à destination des développeurs d'applications et des opérateurs de magasins d'applications
- Le *UK-Japan Digital Partnership* a été lancé et signé par les ministres des deux pays

### Télécommunications et réseaux

- En collaboration avec *Starlink*, le gouvernement a lancé une série de tests visant à utiliser les satellites à orbite basse pour fournir une connexion haut débit aux zones les plus reculées
- L'Australie, le Canada et les États-Unis ont adopté les lignes directrices *Open RAN* du R-U
- Le gouvernement a annoncé un investissement de 110 M£ afin d'accélérer la R&D sur les technologies 5G et 6G

### Cyber-sécurité

- En réponse à sa consultation, le gouvernement confirme que la *Network and Information Systems (NIS) Regulations* va être renforcée afin d'augmenter la cyber-résilience

## Nouvelles technologies

- Le R-U a accueilli une table ronde sur la coopération internationale en matière de technologie quantique

## Ecosystème tech

- Le *Labour* a dévoilé son nouveau plan de soutien pour les petites entreprises
- Les investissements technologiques britanniques ont chuté de 22 % en 2022, l'une des plus fortes baisses en Europe
- L'investissement *seed* en dehors de Londres a augmenté de 88 % en 2021
- *Nesta* a lancé un fonds de 50 M£ visant à financer des *start-ups* à impact en phase d'amorçage

## **Fait marquant : L'Online Safety Bill a fait son retour au Parlement, le gouvernement souhaite réorienter le texte sur la protection des mineurs tout en garantissant un meilleur respect du principe de la liberté d'expression**

Le 5 décembre, l'*Online Safety Bill* a fait son retour au Parlement une semaine après que le gouvernement ait dévoilé sa [nouvelle approche](#) du texte. Dans cette nouvelle version du texte, le gouvernement Sunak souhaite recentrer le projet de loi sur la protection des mineurs et veillera à rééquilibrer le texte dans le sens d'une plus grande protection du principe de liberté d'expression. Le gouvernement souhaite ainsi :

- supprimer l'obligation – contenue dans la version initiale du projet de loi - faite aux plateformes de retirer les contenus « *légaux mais préjudiciables* », considérant cette mesure comme trop attentatoire au principe de liberté d'expression. Contrairement à la version précédente du texte, il ne sera plus précisé quels contenus légaux devront être censurés. Les plate-formes devront désormais simplement proposer des outils permettant d'éviter la propagation des contenus préjudiciables n'atteignant pas les seuils légaux ;
- la loi sera désormais davantage axée sur la protection des mineurs (obliger les entreprises à faire respecter les limites d'âge qu'elles se sont elles-mêmes fixées, protection contre les abus sexuels, la pornographie, le cyberharcèlement et l'auto-mutilation) ;
- la protection des adultes se fera à travers un « *triple bouclier* » :
  1. les plate-formes devront supprimer les contenus illégaux. Certains contenus pourraient être rendus illégaux obligeant ainsi les plate-formes à les retirer (ex : promotion de l'auto-mutilation) ;
  2. les plate-formes devront supprimer les contenus interdits dans leurs conditions d'utilisation ;
  3. les plate-formes devront mettre des outils à disposition des utilisateurs afin qu'ils soient en mesure de bloquer eux-mêmes les contenus auxquels ils ne souhaitent pas être exposés ;

Ces mesures annoncées par le gouvernement devront ensuite être votées par une majorité de députés afin d'être intégrées dans le projet de loi. A la droite de l'échiquier politique, le [Times](#) estime que l'assouplissement du texte permet « *d'éviter de justesse une attaque grossière et maladroite contre la liberté d'expression* » et le [Telegraph](#) appelle le Parlement à « *voter ce projet de loi* » pour « *protéger nos enfants au plus vite* ». A gauche, le parti travailliste estime que la suppression des « *contenus légaux mais préjudiciables* » sape l'objectif du projet de loi et dans tribune du [Guardian](#), l'approche du gouvernement britannique est mise en opposition avec l'adoption du *Digital Services Act* (DSA) par l'UE, qui aurait « *donné le ton au monde entier, en mettant les grandes entreprises technologiques au pas* ». Le projet de loi est à nouveau examiné en commission parlementaire à la Chambre des communes et devra être adopté définitivement avant la fin de la session parlementaire 2022/2023.

## 🌐 Economie numérique et régulation

### 1 Le Royaume-Uni et l'Ukraine annoncent un accord de principe sur un Digital Trade Agreement

Alors que les négociations avaient débuté le 24 août dernier, le Royaume-Uni et l'Ukraine ont annoncé le 30 novembre, la signature d'[un accord de principe](#) sur le numérique (*Digital Trade Agreement*), à l'occasion d'une rencontre à Londres entre la ministre britannique chargée du commerce extérieur, Kemi Badenoch, et son homologue, Yulia Svyrydenko. Le gouvernement britannique a mis en avant son soutien indéfectible au peuple ukrainien et s'est présenté comme « *leader mondial du commerce numérique* » ainsi qu'un « *partenaire idéal pour aider l'Ukraine à exploiter son potentiel* ». S'agissant du contenu, l'accord s'avère très similaire à celui conclu avec Singapour en juin dernier et recouvre plusieurs aspects : la libre-circulation des produits numériques et des données, la protection des consommateurs et des entreprises, la numérisation des systèmes douaniers, les services financiers et le renforcement de la coopération en matière de cybersécurité et de technologies émergentes.

### 2 Un rapport parlementaire estime que R-U doit mettre en œuvre rapidement une stratégie sur les semi-conducteurs

La commission parlementaire des Entreprises, de l'Energie et de la Stratégie industrielle (*BEIS*) a publié son cinquième [rapport](#) sur l'industrie britannique des semi-conducteurs. Si le R-U possède des capacités de production dans ce domaine – comme les semi-conducteurs composés ou à matériaux avancés – il ne dispose pas d'une chaîne d'approvisionnement de bout en bout. Cette situation crée un risque de rupture d'approvisionnement en cas de



tensions géopolitiques en Asie, premier fournisseur mondial de semi-conducteurs. Le rapport appelle le R-U à se rapprocher des Etats-Unis et de l'Union européenne afin de sécuriser leurs approvisionnements respectifs, tant en matières premières qu'en produits finis. Les parlementaires invitent également le gouvernement à publier rapidement sa stratégie sur les semi-conducteurs – prévue initialement en octobre 2022 – et à conclure avec l'industrie un accord sectoriel assorti de garanties financières. Dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie, le gouvernement a lancé une [étude](#) ayant pour objectif d'étudier la faisabilité de nouvelles initiatives nationales visant à rassembler l'industrie du pays et à aider les entreprises du secteur à se développer, notamment dans la conception de puces et les infrastructures de tests. Le gouvernement a précisé que la stratégie serait publiée « *dès que possible* » et que sa publication ne dépendra pas de l'achèvement de la présente étude.

### 3 Le gouvernement a publié un code de conduite volontaire à destination des développeurs d'applications et des opérateurs de magasins d'applications

Après plusieurs mois de consultation, le gouvernement a [publié](#) le 9 décembre un code de conduite volontaire visant à améliorer le respect de la vie privée et la sécurité des utilisateurs. Ce code comprend des mesures visant à permettre un meilleur signalement des vulnérabilités des logiciels et une plus grande transparence pour les utilisateurs concernant la confidentialité et la sécurité des applications disponibles sur les magasins d'applications (*app-stores*). Le gouvernement travaillera avec les opérateurs et les développeurs (tels que *Apple*, *Google*, *Amazon*, *Huawei*, etc) pendant neuf mois pour les accompagner dans l'adoption de ces mesures. Ces règles s'inscrivent dans le cadre de la [National Cyber Strategy](#) qui vise à renforcer la cyber-résilience du Royaume-Uni. Le marché britannique des applications a généré plus de 74 Md£ de recettes en 2021. Parallèlement, le *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS) va examiner si des lois actuelles pourraient être étendues aux applications et aux magasins d'applications, et s'il serait nécessaire de rendre ce code juridiquement contraignant à l'avenir. Le gouvernement a également fait part de son intention de collaborer avec des partenaires internationaux afin de promouvoir ce code à l'international et souhaite étudier la possibilité de créer une norme internationale pour les applications et magasins d'applications.

## 4 Le *UK-Japan Digital Partnership* a été lancé et signé par les ministres des deux pays

Le 7 décembre, Michelle Donelan, ministre en charge du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS), a [annoncé](#) la signature avec le Japon du [UK-Japan Digital Partnership](#). Cet accord, qui ne crée aucune obligation pour les parties, repose sur quatre piliers : la collaboration dans les infrastructures numériques et technologiques (diversifier les réseaux télécoms, assurer une chaîne d’approvisionnement fiable pour les semi-conducteurs, etc), les données (flux des données sûrs et libres, coopération sur les aspects réglementaires), la régulation et les standards du numérique (sécurité en ligne des utilisateurs à partir d’une approche fondée sur les risques, etc) et la transformation numérique (gouvernement, inclusion numérique, procédures d’identification des personnes). Les deux pays ont annoncé que la présidence japonaise du G7 et le G20 seront des occasions de « *s’attaquer aux objectifs et défis communs avec d’autres partenaires mondiaux* ». Dans son communiqué, le gouvernement britannique souligne que ce partenariat intervient dans le cadre de son ambition de « *devenir la nation européenne avec la plus importante présence dans la région indo-pacifique* ».

## 📡 Télécommunications et réseaux

### 1 En collaboration avec *Starlink*, le gouvernement a lancé une série de tests visant à utiliser les satellites à orbite basse pour fournir une connexion à haut débit aux zones reculées

Le 30 novembre, le gouvernement a [lancé](#) une série de tests dans douze sites très reculés ne pouvant être reliés par des câbles physiques (trop coûteux ou matériellement impossible en raison de la géographie des sites). A la suite de ces tests, le gouvernement examinera la viabilité de l’utilisation de cette technologie satellitaire pour connecter les foyers et entreprises difficilement accessibles. Cette première phase de tests se fera avec des équipements *Starlink* – développés par la société d’Elon Musk *SpaceX* et reposant sur une constellation de satellites en orbite basse – en raison de « *l’état de préparation et de disponibilité de la technologie* ». Le *Department for Digital, Culture, Media and Sport* (DCMS) discute également avec d’autres fournisseurs tels que *OneWeb* quant à leur capacité de connecter des sites reculés.

## 2 L'Australie, le Canada et les Etats-Unis ont adopté les *Open RAN* *Principles du R-U*

Le 8 décembre, l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, ont signé une déclaration commune par laquelle ils affirment leur soutien aux [Open RAN Principles](#) édictés par le R-U et visant à développer cette technologie. Open RAN est une architecture de réseau qui, en dissociant les parties matérielle (*hardware*) et logicielle (*software*), permet aux opérateurs d'acheter des technologies ouvertes et interopérables auprès d'un plus grand nombre de fournisseurs. Elle permettrait ainsi de fournir des services plus performants et innovants aux utilisateurs (tels que la 5G ou 6G) et de diversifier la chaîne d'approvisionnement en accroissant le nombre de fournisseurs de réseaux de télécommunication, qui est un objectif du R-U identifié dans la [5G Supply Chain Diversification Strategy](#). Cette déclaration commune coïncide avec le premier anniversaire des [2021 Prague Proposals on Telecommunications Supplier Diversity](#), mais son ambition est plus grande avec la volonté de collaborer dans plusieurs domaines, allant du partage d'informations sur les approches respectives, à la diversification des réseaux de télécommunications et à la recherche et au développement. Le gouvernement britannique estime que cette déclaration contribuera à sécuriser tant les réseaux actuels que du futur. Un [partenariat](#) avait été signé entre le R-U et la Corée du Sud en juillet, visant à développer un projet de R&D destiné à accélérer le développement de la technologie *Open RAN*.

## 3 Le gouvernement a annoncé un investissement de 110 M£ afin d'accélérer la R&D sur les technologies 5G et 6G

Cette enveloppe de 110 M£, [annoncée](#) par le gouvernement le 13 décembre, vise à accélérer la R&D sur les technologies sans fil 5G et 6G. Trois universités britanniques (de York, de Bristol et du Surrey) recevront 28 M£ afin de collaborer avec des grandes entreprises de télécommunications, dont *Nokia*, *Ericsson* et *Samsung*, afin de concevoir et construire les réseaux du futur (tels que la 6G). 80 M£ seront dédiés à la construction d'un laboratoire de télécommunications à Solihull. Ce dernier servira d'installation de recherche sécurisée pour les opérateurs de réseaux mobiles, les fournisseurs et les universitaires, afin de développer et tester la sécurité, la résilience et les performances de leur technologie de réseau 5G et, à l'avenir, 6G.



## 📍 Cyber-sécurité

### 1 En réponse à sa consultation, le gouvernement confirme que la *Network and Information Systems (NIS) Regulation* va être renforcée afin d'augmenter la cyber-résilience

Le 30 novembre, le gouvernement a publié sa [réponse](#) à une consultation publique qu'il avait lancée au début d'année concernant l'amélioration de la cyber-résilience du R-U. La *Network and Information Systems (NIS) Regulation* est entrée en vigueur en 2018 afin d'améliorer la cybersécurité des entreprises fournissant des services essentiels. En vertu de cette réglementation, les entreprises ne mettant pas en place des mesures de cybersécurité efficaces sont passibles d'une amende allant jusqu'à 17 M£. Cette réglementation transcrit la directive européenne NIS sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'informations ; or, le R-U n'étant plus lié par les normes européennes, il peut désormais la modifier librement. Dans le cadre des nouvelles mesures :

- les fournisseurs d'infogérance (la prise en charge, par un prestataire extérieur, d'une partie ou de la totalité des ressources informatiques d'une entreprises - *Managed Service Providers* (MSP)) seront inclus au titre des « services essentiels » couverts par la législation ;
- les services essentiels auront l'obligation d'améliorer le signalement des cyber-incidents aux régulateurs tels que l'*Ofcom*, l'*Ofgem* et l'*ICO* ;
- le gouvernement aura le pouvoir de modifier la réglementation par des actes secondaires, afin d'inclure de nouvelles entreprises et nouveaux secteurs dans son champ d'application ;
- le chef de l'*Information Commissioner's Office* (autorité de protection des données – ICO) pourra réglementer les services numériques dans le cadre des nouvelles lois sur la cybercriminalité.

Julia Lopez, secrétaire d'Etat en charge des données et infrastructures numériques, a déclaré que ces mises à jour de la réglementation « seront effectuées dès que le temps parlementaire le permettra » et qu'elles « s'appliqueront aux fournisseurs de services essentiels, comme les entreprises d'énergie et le NHS, ainsi qu'aux services numériques importants, comme les fournisseurs de cloud computing et les moteurs de recherche en ligne ».

## 📍 Nouvelles technologies

### 1 Le R-U a accueilli une table ronde sur la coopération internationale en matière de technologie quantique

Le R-U a accueilli une [table ronde](#) (la deuxième réunion de la série) sur la coopération internationale dans le domaine de la technologie quantique, qui a réuni les délégués de douze pays, dont la France. La réunion a porté sur les thèmes de la facilitation de la recherche ouverte et de la création d'un écosystème quantique mondial florissant. Les discussions ont également porté sur les moyens de favoriser les interactions au sein de la communauté internationale, de promouvoir la collaboration internationale par le biais de projets communs et d'échanges de chercheurs, et de communiquer efficacement les avantages sociétaux qu'offrira la technologie quantique par le biais de cas d'utilisation. Le groupe a aussi souligné l'importance de partager les meilleures pratiques en matière de développement des capacités quantiques et de créer une approche réglementaire favorable à l'innovation.

## 📍 Ecosystème tech

### 1 Le *Labour* a dévoilé son nouveau plan de soutien pour les *start-ups* et *scale-ups*

Le 8 décembre, à l'occasion du *Labour Business Forum 2022*, la Chancelière de l'échiquier fantôme, Rachel Reeves (*Shadow Chancellor of the Exchequer* – députée travailliste), a dévoilé le [plan](#) de soutien pour les *start-ups* et *scale-ups* que mettrait en œuvre le *Labour* s'il était au pouvoir. Selon ce plan, le gouvernement travailliste devrait :

- s'inspirer de la France et du succès de son initiative *Tibi* ;
- examiner les possibilités, pour les investisseurs détenteurs d'un *Individual Savings Account* (compte d'épargne individuel – ISA), d'investir dans des entreprises à forte croissance ;
- s'assurer que la *British Business Bank* (BBB) bénéficie du niveau d'indépendance et du mandat nécessaire pour exercer ses missions, ainsi que de la capacité de mobiliser des fonds externes. La BBB devrait également soutenir le développement de *clusters* autour de groupes d'universités ;



- publier un tableau de bord résumant l'offre et les réussites de chaque université en matière de *spin-outs* et offrir différentes options d'investissement aux fondateurs de *spin-outs*, y compris une option où l'université ne détient qu'une faible part du capital ;
- créer un Conseil d'expert en matière de marchés publics afin d'améliorer l'engagement des *start-ups* dans ces marchés ;
- maintenir et développer les mécanismes d'incitation existants, tels que le *Seed Investment Scheme* (SEIS), l'*Entreprise Investment Scheme* (EIS) et le système de crédit d'impôt pour la R&D.

Dans une tribune [publiée](#) par le *Yorkshire Post*, Rachel Reeves a également fait part de l'intention des travaillistes de réduire l'imposition des entreprises, et notamment des plus petites d'entre elles, dès leur arrivée au pouvoir, en finançant ces mesures par une augmentation de la [Digital Services Tax](#), qui passerait de 2 à 12 %.

## 2 Les investissements technologiques britanniques ont chuté de 22 % en 2022, l'une des plus fortes baisses en Europe

Selon le rapport d'Atomico, [The State of European Tech 2022](#), les investissements technologiques britanniques sont tombés à 27,9 Md\$ en 2022, alors qu'ils avaient atteint le chiffre record de 36 Md\$ l'an dernier, soit une baisse de 22 %. Le contexte économique difficile au R-U a impacté négativement les valorisations des *start-ups*, les contraignant ainsi à procéder à des licenciements massifs. Le pays reste toutefois attractif pour l'investissement en capital-risque, demeurant le premier pôle d'investissement en Europe. Le Royaume-Uni a également perdu sa troisième place mondiale en termes de valorisation boursière dans le secteur technologique et se trouve désormais à la quatrième place, derrière la France.


## 3 L'investissement *seed* en dehors de Londres a augmenté de 88 % en 2021

Selon le rapport annuel de la *British Business Bank*, [Nations and Regions Tracker 2022](#), les investissements *seed* en dehors de Londres auraient augmenté de 88 % l'année dernière, montrant la capacité des *early-stage startups* basées dans les pôles régionaux du R-U à attirer des investisseurs. Les investissements *seed* à Londres auraient quant à eux chuté de 22 % par rapport à l'année précédente. Si l'on prend l'ensemble des investissements en capital-risque, Londres continue toutefois de dominer le reste du pays avec 1 286 opérations d'une valeur de 11,9 Md£, soit 66 % des investissements et 49 % des opérations au Royaume-Uni. Selon le rapport, les investissements en actions dans les secteurs « *net zero* » ont augmenté plus

rapidement que le marché britannique des actions en général. Un [rapport](#) de *Praetura Ventures*, société de capital-risque de Manchester, a révélé que si les entreprises du nord du pays recevaient les mêmes montants que leurs homologues de Londres, le PIB du Royaume-Uni augmenterait de 92 Md£.

#### 4 **Nesta a lancé un fonds de 50 M£ visant à financer des *start-ups* à impact en phase de démarrage**

Le fonds à impact britannique *Nesta* – visant à mettre au centre de la décision d'investissement l'impact social ou environnemental positif – a [lancé](#) un nouveau fonds de 50 M£ afin de soutenir les *start-ups* à impact en phase de démarrage (*early-stage*). Ce nouveau fonds correspond à une nouvelle stratégie d'investissement plus sélective, *Nesta* souhaitant investir dans des « *game-changing start-ups* » ayant pour objectifs d'« *aider à ce que chaque enfant ait un bon départ dans la vie, à ce que les individus mènent une vie plus saine et à créer un avenir plus durable* ». Sur les 50 M£, 25 M£ seront dédiés aux investissements directs, en émettant des tickets entre 500 000 et 1 M£, avec un maximum de 4 M£, à travers une série de tours de table. Le reste des fonds sera utilisé pour soutenir [Mission Studio](#), une entreprise financée par *Nesta* et gérée conjointement avec l'accélérateur de startups *Founders Factory*, qui se concentre sur le lancement de *start-ups* à impact en phase de pré-amorçage et de démarrage. Une partie des fonds servira également à financer des bourses de recherche. Selon une [étude](#) de *Beauhurst*, *Nesta* a été l'investisseur à impact le plus actif au R-U ces dernières années, avec plus de 30 opérations réalisées depuis 2012.



### Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 30 novembre et 16 décembre 2022 :

- [Intelligent AI](#), AI (plate-forme permettant d'accélérer l'engagement des citoyens/clients pour les collectivités locales et assurances), [Seed Round, 2 M£](#)
- [Sen](#), Aerospace (start-up disposant de caméras haute définition fixées à des satellites, permettant de diffuser des vidéos de la Terre en direct), [Seed Round, 2 M£](#)
- [SearchLand](#), PropTech (plate-forme qui permet aux promoteurs et investisseurs immobiliers de trouver des sites potentiels et de contacter directement les propriétaires), [Seed Round, 2,3 M£](#)
- [Iaid](#), AI (plate-forme collectant les données des communications internes et externes d'une entreprise afin d'automatiser les flux de travail), [Seed Round, 3M£](#)
- [Phlux Technology](#), DeepTech (start-up spécialisée dans les capteurs infrarouges), [Seed Round, 4 M£](#)
- [Komi](#), Software (plate-forme proposant aux artistes un outil leur permettant de regrouper sur leur profil leurs pages de médias sociaux, produits dérivés, dates de tournée), [Seed Round, 4,1 M£](#)
- [AltoVita](#), PropTech (start-up proposant aux entreprises un logiciel permettant de cibler les recherches d'hébergement d'entreprises pour leurs employés), [Série A, 7,6 M£](#)
- [Iellagen](#), HealthTech (start-up développant d'une technologie régénérative à base de collagène de méduse), [Série A, 8,7 M£](#)
- [Obrizum](#), AI (plate-forme de formation en ligne basée sur l'IA), [Série A, 9,5 M£](#)
- [Basecamp Research](#), HealthTech (développe une base de données de protéines utilisée par les équipes R&D des industries pharmaceutique, cosmétique et de la nutrition), [Série A, 16,14 M£](#)
- [Trecard](#), FinTech (plate-forme de finance verte permettant à ses utilisateurs de gérer leur argent de façon responsable), [Série A, 22 M£](#)
- [Bumper](#), FinTech (plate-forme permettant de régler les réparations de véhicules en ligne), [Série A, 26,1 M£](#)
- [VZ](#), AI (moteur de données IA destiné à gérer des ensemble de données), [Série A, 33 M\\$](#)
- [Chattermill](#), AI (plate-forme basée sur l'intelligence artificielle analysant les retours des consommateurs), [Série B, 21 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



- [Zoe Health](#), *HealthTech* (application de test nutritionnel personnalisé destinée à aider les utilisateurs à contrôler leur alimentation), [Série B, 25 M£](#)
  - [PragmatIC Semiconductor](#), *Semiconductor* (start-up fabriquant des circuits intégrés flexibles plus fins qu'un cheveu humain), [Série C, 28,2 M£](#)
  - [Modern Milkman](#), *Delivery* (start-up de livraison de lait dans des bouteilles consignées), [Série C, 50 M£](#)
  - [Allica](#), *FinTech* (start-up proposant des services bancaires en ligne pour les petites et moyennes entreprises), [Série C, 100 M£](#)
  - [Placed](#), *HRTech* (plate-forme de recrutement mobile aidant les industries de service à trouver du personnel permanent), [Venture Round, 4 M£](#)
  - [Atom](#), *FinTech* (application bancaire mobile), [Private Equity Round, 30 M£](#)
  - [Zappi](#), *AI* (plate-forme d'analyse des avis de consommateurs), [Private Equity Round, 138,5 M£](#)
- 